

Unité Interdépartementale 25-70-90

Besançon, le 22/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SMRC Automotive Modules France SAS**

ZAC du Mont Jean  
90200 ROUGEGOUTTE

**Références : UID257090/SPR/YB/CD 2022 - 0422A**

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2022 dans l'établissement SMRC Automotive Modules France SAS, implanté ZAC du Mont Jean, 90200 ROUGEGOUTTE. L'inspection a été annoncée le 09/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été conduite dans le but de vérifier la réalisation des travaux prévus, afin de permettre le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 avril 2019, rappelant les valeurs limites réglementaires applicables relatives aux émissions sonores du site. Une plainte a été formulée par les riverains pour nuisances sonores et une association de quartier a été créée dans ce contexte.

L'exploitant a déjà conduit des travaux en 2019 et, en 2020, afin de diminuer les émissions sonores et, des travaux supplémentaires étaient prévus qui ont fait l'objet du contrôle sur site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMRC Automotive Modules France SAS
- ZAC du Mont Jean 90200 ROUGEGOUTTE
- Code AIOT dans GUN : 0005901455
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société SMRC, à ROUGEGOUTTE, est spécialisée dans la fabrication de pièces plastiques, par injection, pour l'habillage intérieur des véhicules (consoles, panneaux de portes, pièces assemblées sur les planches de bord,...)

Les installations classées, exploitées sur l'Unité 2, sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2004 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 juin 2010.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- contrôle du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 avril 2019 (avec le nouveau délai alloué par le Préfet du Territoire de Belfort) et traitement des nouvelles plaintes récentes enregistrées, relatives au bruit émis, en particulier en période de nuit et lors des phases d'essai du groupe moto-pompe DIESEL du réseau incendie.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées,
  - les observations éventuelles,
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé, à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats, disponibles en partie 2-4, fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
niveaux acoustiques	AP de Mise en Demeure du 09/04/2019, article 2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant a réalisé un ensemble de travaux visant au respect des valeurs limites acoustiques en Zones à émergences règlementées, et en limite de propriété.

Sur la base des dernières mesures de bruit, effectuées par un bureau d'études compétent en respect des dispositions règlementaires de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, il apparaît qu'un seul des points situés en ZER (point référencé ZER 3E), présente encore un dépassement de la valeur limite règlementaire pour la période de nuit.

Il est, par conséquent, demandé à l'exploitant, dans la partie "observations" (susceptible de suites), de proposer et réaliser des travaux supplémentaires, afin de garantir le respect des valeurs limites règlementaires, et donc, des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

### **2-4) Fiches de constats**

<b>Nom du point de contrôle :</b> niveaux acoustiques
<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 09/04/2019, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> - valeurs limites réglementaires acoustiques en limites de propriété et en zones à émergences réglementées, - modification des sas des quais de réception.
<b>Constats :</b> Sur le site, nous avons constaté la réalisation des travaux suivants : - fermeture du SAS central matières ; - insonorisation du local engins et des portes piétonnes ; - insonorisation des extracteurs process fraisage ; - insonorisation des installations d'utilité (compresseurs, groupe froid, TAR (nouvelle), local eau glacée) ; - mise en place d'une porte traitée acoustique entre le local de production presses et le local batteries ; - insonorisation des tuyauteries d'alimentation silos matières (cf photo en annexe) ; - organisation visant à la mise à quai obligatoire des camions et interdiction des déchargements latéraux ; - déplacement de compacteurs avec le bénéfice résultant de la création d'un écran anti-bruit en direction des riverains ; - livraison et expédition des traverses côté Nord-Ouest. A noter également, la suppression désormais des livraisons de nuit. L'exploitant a présenté un plan d'actions comportant un échéancier de réalisation, avec les coûts correspondants et la mention de la nature technique des travaux prévus pour limiter les émissions sonores issues des diverses parties du site. L'exploitant nous a également remis une étude de bruit, réalisée par le Cabinet Alfaoustic, en juillet 2020 montrant que les émissions sonores respectent les valeurs réglementaires (en limite de propriété et en Zones à émergence réglementées), SAUF pour le point référencé ZER 3E pour lequel la réalisation de travaux supplémentaires restent nécessaires (cf Obs. du présent rapport).
<b>Observations :</b> les constats effectués appellent les observations suivantes : - l'ouverture présente dans la façade du bâtiment du stock "traverses", située en face des habitations (plaignants), apparaît de nature à provoquer l'émission de bruit. Il est donc demandé à l'exploitant, sous le délai de 3 mois à compter de la réception du présent rapport, de vérifier la possibilité de fermer cette ouverture en façade. La nature des travaux nécessaires et le délai de réalisation devront être communiqué à l'Inspection des installations classées. - l'échappement du moteur Diesel, équipant le groupe moto-pompe incendie, devra être traité afin de diminuer les émissions sonores de cet échappement lors des phases d'essai (réalisé à minima à périodicité hebdomadaire) du groupe. Le délai de réalisation est fixé à 3 mois, compté à réception du présent rapport. - la possibilité de faire évoluer le trajet "logistique", au sein de l'établissement, en longeant le site par l'intérieur par le côté Est, devra être vérifiée, car il permettrait d'obtenir une diminution des niveaux acoustiques au point ZER 3E, seul point présentant encore un dépassement de la valeur réglementaire. Les résultats de cette vérification et, le cas échéant, un calendrier de réalisation des modifications du parcours devront être adressés à l'Inspection des installations classées, sous le délai de 2 mois, compté à réception du présent rapport. - l'exploitant devra réaliser une nouvelle étude de bruit afin d'établir les niveaux acoustiques actuels dans les zones concernées et, après réalisation des travaux conduits en 2021. Cette étude devra être réalisée avant fin avril 2022 et communiquée dans les meilleurs délais à l'Inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet